

Déclaration orale de la Coalition Eau
Pré-session EPU sur la France
Genève, 4 avril 2023, 11H30

Mesdames et Messieurs,

Je suis Edith Guiochon, et je représente la Coalition Eau.

La Coalition Eau est un réseau de 30 ONG françaises engagées sur le terrain pour les droits à l'eau et à l'assainissement.

Mon intervention portera sur deux problématiques. La première: l'accès à l'eau en outre-mer / La deuxième: l'accès à l'eau pour les migrants.

NEXT SLIDE

S'agissant des Outre-Mer, en 2018 déjà, la France avait reçu deux recommandations, du Botswana et du Costa Rica, pour améliorer les conditions de vie dans ces territoires. Mais aucune

recommandation ne touchaient spécifiquement au droit à l'eau et à l'assainissement.

Pourtant, malgré un plan d'investissement financier lancé en 2016 – le plan Eau DOM, les populations en Outre-Mer font face à 3 problèmes majeurs : une eau peu ou pas accessible, polluée, chère.

NEXT SLIDE

30% de la population recensée à Mayotte vit sans eau courante

Plus de 60% de l'eau en Guadeloupe est perdue avant même d'arriver au robinet

Des coupures d'eau quotidiennes, en Martinique, en Guadeloupe et à Mayotte, touchent les ménages, les hôpitaux, les écoles, et parfois même les bornes à incendies.... Et cela, en 2021, 5 rapporteurs spéciaux des NU l'ont souligné dans un communiqué. La France n'a pas répondu.

Par ailleurs, une grande part des stations de traitement des eaux usées ne sont pas conformes.

On retrouve dans l'eau des pollutions de toutes sortes : matières fécales, traces de chlordécone

aux Antilles, mercure en Guyane, manganèse à Mayotte.

NEXT SLIDE

La conséquence de ces pollutions en matière de santé humaine est énorme : des épidémies de choléra, de fièvre typhoïde, de gale, une surmortalité, notamment des enfants, par maladies diarrhéiques et maladies infectieuses, des taux de cancer plus élevés qu'en métropole.

Et cet accès à l'eau coûte cher. Alors que plus de 40% de la population en Outre-mer vit sous le seuil de pauvreté, la facture d'eau peut atteindre jusqu'à 17% du budget des ménages.

NEXT SLIDE

Nous avons 4 recommandations au gouvernement français :

- 1^{ère} recommandation : Il faut développer des points d'accès à l'eau dans l'espace public
- 2^e recommandation : il faut renforcer les réseaux pour en finir avec les coupures d'eau et fournir des solutions provisoires d'urgence en cas de coupures

- 3^e recommandation : il faut plafonner le cout de l'accès à l'eau avec des aides au paiement des factures et un plafonnement du tarif de l'eau
- 4^e recommandation : il faut lancer un plan de financement pour permettre l'accès à l'eau des personnes non raccordées au réseau d'eau

NEXT SLIDE

S'agissant de l'accès à l'eau et à l'hygiène des personnes en exil au Nord de la France, NEXT SLIDE déjà en 2018, la Sierra Leone avait formulé une recommandation à la France pour améliorer la situation. La France l'avait acceptée.

En 2017, 3 rapporteurs spéciaux aux NU, sur les droits à l'eau et à l'assainissement, sur les droits des migrants, sur les défenseurs des droits de l'homme, ont exhorté la France à mettre en œuvre des mesures à long terme afin de fournir de l'eau et des services d'assainissement aux migrants présents sur le littoral nord français.

Mais, à ce jour, aucun accès à l'eau continu et sécurisé n'est garanti pour ces personnes.

NEXT SLIDE

A Dunkerque et Ouistreham, aucune distribution d'eau n'est assurée.

Lorsqu'une distribution d'eau est prévue, comme à Calais, elle reste en-dessous des standards humanitaires des pays en crise, qui sont de 15L/ personne/ jour. Au Nord de la France les personnes ont accès à 5,3 litres par jour en moyenne.

Et le manque de fontaines publiques accessibles rend impossible toute autre forme d'approvisionnement.

À Calais, en septembre 2021, 80% des personnes étaient contraintes de marcher 1h30 pour accéder à une distribution d'eau.

Ce n'est pas tout : les personnes exilées ont pas ou trop peu accès à des toilettes et à des douches

Pas de toilettes à proximité des camps avec pour conséquence des personnes qui défèquent à l'air libre. Des douches qui, quand elles existent, sont

éloignées des sites de vie, donnant accès à 1 douche en moyenne par semaine.

NEXT SLIDE

En août 2022, un jeune homme de 22 ans est décédé noyé en se lavant dans un canal, faute d'accès à une douche.

Les associations rapportent des troubles de la santé mentale, des cas d'épidémies, de maladies dermatologiques, qui impactent d'ailleurs plus fortement les femmes et les filles avec des maladies urinaires et gynécologiques.

La restriction de l'accès à l'eau est utilisée aujourd'hui comme un outil de dissuasion à la migration. Il s'agit là d'une atteinte au droit fondamental à l'eau, à la vie, à la dignité.

C'est pourquoi nous appelons la France à :

- Développer des points d'accès à l'eau gratuits et publics à destination des migrants
- Assurer un accès à un volume d'eau potable de 50 litres par jour et par personne

- Assurer un accès continu, inconditionnel et sécurisé à des toilettes, à des douches et à des laveries pour les personnes exilées

Je formule ces recommandations dans un cadre de dialogue constructif, mais sur le terrain, les associations engagées pour garantir l'accès à l'eau, sont entravées dans leurs missions. Par exemple, des citernes d'eau se font lacérer ou voler, leur accès est bloqué, ce qui rend impossible l'approvisionnement.

C'est pourquoi nous appelons la France à :

- Assurer un respect et une coopération avec les acteurs associatifs pour garantir l'accès à l'eau et à l'assainissement des personnes migrantes sur le littoral nord

Mesdames et Messieurs, chers représentants des Etats, merci pour votre attention et votre intérêt pour ces sujets.

Conclusion finale - 1 minute

Pour conclure, je voudrai revenir sur un élément évoqué par ma collègue de la Commission nationale consultative des DH : La France est l'un des États européens les plus directement impactés par les effets du changement climatique, avec des phénomènes de sécheresse et des tensions sur la ressource en eau très fortes, comme vous avez pu le voir dans notre actualité nationale.

Ce contexte de tensions, qui n'aura de cesse de s'accroître, nous oblige à nous positionner sur le modèle de gestion sociale de l'eau que nous souhaitons promouvoir et quels usages de l'eau sont prioritaires. Comment garantir un juste accès à

l'eau pour la consommation humaine, comment garantir une transition juste au travers de l'accès à cette ressource vitale ?

Cette question est éminemment politique.

Vous positionner aujourd'hui sur ces enjeux de droits humains à l'eau et à l'assainissement, d'une grande actualité, relève d'un enjeu diplomatique fort. Pousser la France à prendre des mesures concrètes pour prioriser la priorité à l'accès à l'eau de toutes et tous sur son territoire, y compris des plus précaires, des plus vulnérables, serait une victoire et pourrait envoyer un message politique fort pour les Etats voisins.

Merci de votre intérêt.